

Les comptes-rendus du



Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert

435 Rue du Roi, Québec (Qc) - G1K 2X1 – Téléphone : (418) 525-6187 poste 221
Télécopieur : (418) 525-6081 – Courriel : carrefour@capmo.org
Site Internet: www.capmo.org

Septembre 2011
Numéro 225

Les valeurs humaines sont à la base du vivre ensemble, du contrat social et du projet de société. Elles servent à nous définir en tant qu'individus et en tant que peuples. Elles tissent le réseau de nos rapports sociaux et sont essentielles à la construction du sens. Les valeurs d'un peuple contribuent fortement à l'édification d'un socle identitaire commun, mais aujourd'hui, elles se voient menacer par le tout au marché. Lorsqu'elles sont à ce point fragmentées et éclatées, la cohésion sociale est menacée dans ses fondements mêmes. La réaction que cela suscite favorise la montée de l'intolérance et des fanatismes de tous ordres. On cherche un coupable, un ennemi à abattre, pour ce qui est en fait un mal psychologique, un besoin d'être rassuré. Pour s'épanouir, l'être humain a besoin de savoir qui il est, d'appartenir à un groupe et de se sentir accepté. Le malaise qui affecte la civilisation occidentale se situe dans l'utilisation de ses plus hautes valeurs : « démocratie », « égalité », « fraternité », « droits humains », à des fins inavouables pour satisfaire les ambitions des puissances de l'argent. Mais si plus personne ne se soucie du sort de l'humanité, de son bien-être et de son avancement harmonieux, pas simplement matériel, demeurerons-nous encore longtemps humains ? Certains parlent de post-humanité, un monde où les sentiments les plus nobles seraient suspendus et où nous serions enfin délivrés de la culpabilité qui nous afflige devant le sort des démunis de ce monde. Mais si nous oublions l'histoire, nous sommes condamnés à répéter les mêmes erreurs. Or malgré toutes les manigances des puissants, la lumière de la vérité, de l'honnêteté politique et de l'amour du prochain, finira bien par triompher de la mesquinerie idolâtre des froids calculs économiques, des faiseurs de guerre et des marchands d'armes. Le mensonge ne fera qu'un temps, car c'est lui l'irrationnel, le séducteur et l'hypocrite. Finalement, si on s'interroge sur la disparition des dinosaures, on constate que finissent par disparaître ceux qui refusent d'évoluer et l'évolution ce n'est pas la loi de la jungle. La philosophie du porc nous conduit à l'extinction planétaire, elle n'est pas porteuse de salut pour quiconque. Même les plus riches devraient le savoir, à moins qu'ils n'aient choisi le camp des dinosaures en accumulant le plus d'argent possible avant qu'il ne vaille plus rien.

**Un monde en mouvement,
Analyse de la conjoncture avec
Pierre Mouterde, essayiste,
philosophe et sociologue.**

**LE DROIT À
L'ÉDUCATION
EN DANGER**

PODEMOS

OTRO MUNDO ES POSIBLE

Quand: Jeudi, le 8 septembre à compter de 18h30
(un souper à contribution volontaire est offert à 17h)

Où: Au 435 rue du Roi, au 2ième étage

Pour info: 418-525-6187 poste 221

Yves Carrier

Étaient présentEs:

Jacques Laplante
Robert Lapointe
Claude Garneau
Gérard Coulombe
Joseph Dansereau
Renaud Blais

Madeleine Ménard
Hélène Bédard
Patricia Bécavin
Yves Carrier
Ulisse Nieves

Normand D'Amour
Donald Lehouillier
Émilie Cloutier
Michaël Lessard
Frédéric McDuff

La conjoncture selon Pierre Mouterde

Essayons de réfléchir ensemble sur la conjoncture, sur une série d'événements d'actualité qui nous ont frappés au cours des derniers mois. Si on parle du Québec plus particulièrement. Tout d'abord la fameuse vague orange du 02 mai, l'effondrement du Bloc Québécois, puis la crise au sein du Parti Québécois avec le départ de quatre députés et l'apparition d'un Nouveau Mouvement pour le Québec, le NMQ, et enfin cette fameuse coalition pour l'avenir du Québec menée par François Legault qui performe dans les sondages alors qu'il n'est même pas constitué en parti politique. Si on regarde ce qui se passe au Québec, on observe que cela bouge énormément sur la scène sociale et politique. Il y a du nouveau, des basculements inattendus qui se produisent. Il n'y a pas très longtemps encore, Pauline Marois, au dernier conseil général du Parti Québécois, obtenait 93% d'appui alors que maintenant elle se bat pour sa survie. Quelques semaines plus tard quelques-uns de ses meilleurs députés quittent le parti.

Je pense que tout le monde a envie de comprendre ce qui se passe dans la conjoncture québécoise. Quand on est impliqué dans un mouvement social, on a le désir de comprendre ce qui arrive. Quand on a l'âme militante, on ne s'intéresse pas seulement à la conjoncture pour le plaisir de discuter mais parce qu'on a aussi envie d'intervenir sur le cours des événements. On veut lire la situation historique pour en saisir les enjeux. Je n'ai aucune prétention autre que de présenter quelques pistes de réflexions en émettant certaines hypothèses qui sont autant de tentatives d'y voir plus clair car il n'y a rien de plus difficile que de déchiffrer l'actualité, l'histoire immédiate. Il est beaucoup plus facile, quand le temps a passé, une dizaine d'années disons, de saisir ce qui s'est réellement passé et quels étaient les camps en présence.

Nous sommes entrés dans une nouvelle période de l'histoire de l'humanité où on ne peut plus se passer de discussions. On n'a plus, comme autrefois, des certitudes données une fois pour toute qui nous permettaient de penser que nous avions raison automatiquement. La discussion devenait inutile, il fallait foncer. Je pense qu'aujourd'hui on a besoin d'échanger et de discuter pour confronter nos propres hypothèses.

Au lieu d'analyse de la conjoncture, j'aurais choisi comme titre : « Quels sont les enjeux de la conjoncture dans laquelle nous nous trouvons. » Pourquoi le mot enjeu ? Parce que quand on parle d'enjeux, on parle de problèmes, de questions qui se posent comme : « Est-ce que l'évolution du monde actuel nous amène vers une plus grande démocratie ou vers moins de démocratie ? Vers une plus grande justice sociale ou vers de plus grandes disparités sociales ? Vers un meilleur accès à la santé, à la justice, à l'éducation, à une information de qualité, ou à son contraire ? C'est cette compréhension des enjeux qui va en grande partie déterminer notre action, le choix que nous ferons de nous engager en faveur de telle ou telle cause et la manière appropriée de la faire, de mettre ses énergies dans telle direction plutôt que dans telle autre. Faire une analyse de conjoncture c'est essayer de comprendre comment se développe la scène sociale et politique pour pouvoir la faire évoluer dans le sens qui nous semble le plus correct.



Retour à l'histoire

Pour arriver à bien saisir quelle est la scène sociale et politique qui est devant nous au Québec, il faut nécessairement revenir à l'histoire. Eduardo Galeano : « L'histoire est un prophète au regard tourné vers l'arrière. » Pour pouvoir être ce prophète et annoncer l'avenir, l'histoire doit se tourner vers le passé pour en saisir les liens de continuité. Ainsi pour saisir vers où nous conduit cette conjoncture, il faut à quelque part revenir à l'histoire. Il faut essayer d'arriver à comprendre qu'est-ce qu'on a derrière notre dos qui nous pousse malgré nous dans un sens ou dans un autre. En pensant qu'on peut peut-être faire évoluer cette histoire.

L'histoire que l'on porte sur notre dos comme un fardeau, m'a renvoyé tout de suite à une phrase de Karl Marx qui disait ceci : « Les hommes font leur propre histoire mais ils ne la font pas de plein gré dans des circonstances librement choisies. Ils la trouvent au contraire toute faite, donnée, héritage passé. La tradition de toutes les générations mortes pèsent comme un cauchemar sur le cerveau des vivants. » Cela veut dire que ce passé, cette histoire qu'on aimerait bien changer, qui s'exprime par cette fameuse conjoncture qui est l'héritière de ce passé est profondément déterminée par ce qui la précède. Ce passé pèse sur nous sans que nous nous en rendions compte, nous portons sur nos épaules toute l'histoire passée. D'où l'importance de comprendre ce passé sans confondre l'arbre avec la forêt. Revenir à l'histoire nous permet de mieux voir ce qui est important, ce qui pèse lourd, ce qui fait problème. Et cela nous donne donc les moyens de mettre en perspective les événements présents.

Voici donc quelques particularités de notre époque, qu'on le veuille ou non, dont on a hérité. René Charles dit ceci : « On a l'héritage mais on n'a pas le testament. » Le monde dans lequel vous êtes rentrés est fabriqué d'avance. On ne choisit pas ce monde où nous naissons. Et ce monde pèse lourd sur nos vies. Nous n'y sommes pour rien mais nous sommes bien obligés d'en tenir compte si nous voulons influencer le cours de notre vie. C'est pourquoi il est très important de comprendre l'histoire, et l'histoire de ce lieu que nous habitons qu'est le Québec. Mais cette histoire du Québec, on ne peut plus la saisir en la dissociant de l'histoire du monde qui nous entoure et auquel nous sommes liés de plus en plus.

Quand on parle de la mondialisation néolibérale, de la globalisation du monde, c'est un fait nouveau dans l'histoire de l'humanité qui fait que le monde a profondément changé et qu'il est beaucoup plus inter-relié qu'il ne l'était il y a 35 ou 40 ans. On ne peut plus penser la conjoncture et l'histoire du Québec en faisant abstraction de la conjoncture et de l'histoire du monde.

Quelles sont les particularités de notre époque à l'échelle du monde et au Québec et quelles sont les solutions envisageables ? Lorsque j'ai écrit mon dernier livre en 2008-2009, la particularité qui m'a sauté aux yeux au moment de la grande crise économique et financière, c'est le type d'organisation économique que nous avons privilégié depuis la fin des années 1970'. Cette époque correspond avec la montée du néolibéralisme. Il s'agit d'un nouveau mode de régulation, d'une nouvelle manière de faire fonctionner l'économie de marché capitaliste. Au Québec cela a eu beaucoup d'effets au cours des dernières années quand on pense au système de santé, au système d'éducation, à la façon de penser l'organisation du travail en société. On note donc cette montée en force d'un nouveau mode de régulation économique, le mode néolibéral qui a fait trois choses très simple : « Privatisation, libéralisation des échanges et déréglementation. » C'est une première chose.



Antonio Gramsci, 1891-1937

Quand vous voyagez, moi j'ai l'occasion d'aller assez régulièrement en Amérique latine et en Europe, on le voit dans tous les pays qui adoptent tous les mêmes politiques. On privatise, on dérègle, on libéralise les échanges. Ici nous avons eu le fameux accord de libre échange avec les États-Unis et le Mexique, l'ALENA, et la ZLEA, tentative d'ouvrir une zone de libre échange à l'ensemble des Amériques, pendant qu'en Europe il y a le développement de la zone Euro. Ce sont là des politiques néolibérales. On retrouve les mêmes politiques partout dans le monde qui ont été vantées par tous les gouvernements et qui ont été développées par des équipes d'économistes qui se sont imposées dans toutes les universités et dans tous les collèges. Aujourd'hui, la majorité des professeurs sont néolibéraux ou proche de cette idéologie. Une nouvelle façon de penser l'économie qui a pour but de revenir à un « capitalisme purifié ». Parce que le néolibéralisme porte comme projet de revenir à un capitalisme sans aucun contrôle, sauvage, dérèglementé. Le capitalisme est un mode de production tout à fait particulier. Être capitaliste, c'est surtout chercher à produire pour produire, dans le seul but d'accumuler du capital pour produire davantage de capital. Le système capitaliste ne cherche pas à cumuler des richesses ou du capital argent pour satisfaire des besoins de consommation luxueuse, mais pour l'accumulation elle-même. Il y a donc un productivisme effréné qui se retrouve au cœur même de cette logique capitaliste.

Si on peut reconnaître que le capitalisme est à l'origine du démarrage fabuleux de la productivité humaine du milieu du 18ème siècle jusqu'à aujourd'hui, en même temps, il a produit comme jamais de la pauvreté et des inégalités sociales et toutes une série de contradictions qui pourraient être l'objet d'une autre conférence. Ces contradictions sont si fortes qu'on les voit revenir à travers la grande crise financière de 2008 et des crises futures qui s'annoncent à l'horizon des mois qui viennent. Un des grands éléments des particularités de notre époque, c'est la présence massive de ce mode de production capitaliste dérèglementé grâce au néolibéralisme qui l'a rendu de plus en plus effréné avec une série de conséquences à la clé : Montée des inégalités, etc.

Je voudrais insister sur quelque chose en particulier : Si ce système est très pernicieux, c'est parce qu'il rentre dans nos âmes en monétarisant notre rapport au monde et aux autres. Cela finit par devenir une façon de voir le monde. Comment l'homme est-il vu en ce monde ? Il est vu comme un individu entrepreneur. Il n'est plus le membre d'une société donnée, d'une collectivité humaine. Non, il est un individu entrepreneur, consommateur, qui doit se battre dans un marché libre où c'est la guerre de tous contre tous. Dans la vie quotidienne, si par exemple vous devez acheter une voiture, il y a plein de marques disponibles et vous devez choisir. Si vous choisissez mal c'est que vous avez été un mauvais consommateur. Dans cette logique néolibérale vous devriez savoir ce qui est bien pour vous. Vous devriez gérer votre vie comme un entrepreneur qui cherche à être concurrentiel sur le marché. Et vous devriez faire de même. Ce système tend à transformer la société en un gigantesque marché dans lequel chacun d'entre vous entre en lutte permanente contre les autres. C'est terrible parce que tout s'achète et se vend, même les choses les plus précieuses pour l'humanité, l'éducation et la santé par exemple. Au Chili, les étudiants chiliens ont commencé à dire non. On ne doit pas faire de profits sur le dos des étudiants et des parents.

Voilà un premier élément si on désire lire la conjoncture québécoise, il ne faut jamais oublier l'omniprésence d'un système capitaliste qui a été quelque part stimulé, revivifié, « purifié » par ce mode de régulation néolibérale qui s'est imposé à partir du début des années 1980' et qui a été expérimenté pour la première fois au Chili du Général Pinochet. Ce dernier, dès qu'il a pris le pouvoir, est allé chercher l'aide des économistes de l'école de Chicago, les « Chicago Boys », qui l'ont aidé à appliquer pour la première fois et de façon extrêmement violente, les logiques néolibérales. Par la suite, ces méthodes se sont répandues à l'ensemble du monde.



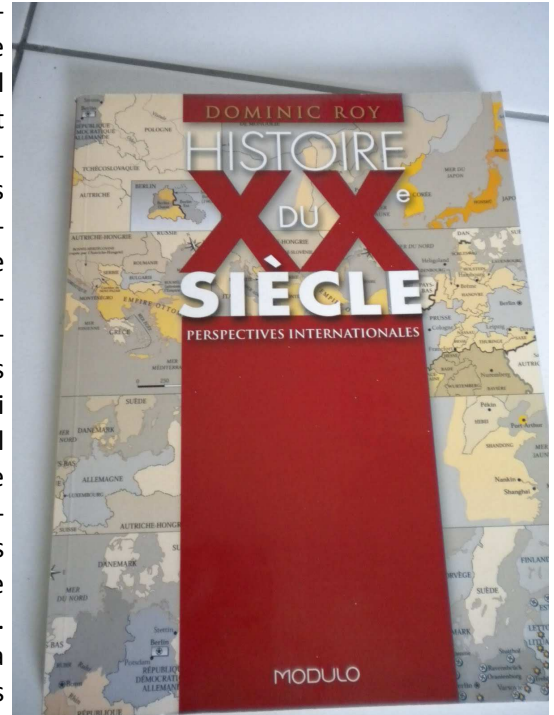
Modèles politiques hérités du 20ème siècle

Deuxième élément de notre époque, pour s'opposer aux logiques du profit, aux logiques du capital et des injustices sociales, dans l'histoire de l'Occident s'étaient développés de grands modèles politiques qui nous donnaient l'impression que grâce à eux on pouvait arriver à trouver des solutions en terme social et politique aux problèmes de profits, d'injustices sociales et de pauvreté.

Ces trois modèles étaient le modèle communiste, le modèle social-démocrate et le modèle national populaire, dans les pays du sud. Le premier modèle s'est développé dans les pays de l'Est, le modèle social-démocrate s'est développé particulièrement en Europe de l'ouest et surtout dans les pays du Nord de l'Europe tandis que le modèle national populaire était surtout présent en Amérique latine. Chacun de ces trois modèles cherchait à leur manière à trouver des solutions aux problèmes du capitalisme. Pas nécessairement en le renversant, comme le proposait alors le système communiste, mais en essayant de le réformer comme le proposait les sociales-démocraties et les régimes national-populaires. Ces trois modèles ont servi à des générations et à des générations, y compris au Québec. Les gens qui votaient pour le Parti Québécois étaient proches soit de la social-démocratie, soit de l'idéal national populaire. Ce dernier modèle issu des pays du Tiers-Monde permettait d'apparenter la lutte d'émancipation nationale des Québécois et des Québécoises à celle de nombreux peuples. Ces trois grands modèles qui nous servaient de référence sont entrés en crise profonde à partir de l'effondrement du Mur de Berlin, à la fin des années 1980'. Et depuis, tous ceux qui ont l'âme à gauche, que vous croyez encore à la justice, que vous avez envie de lutter contre la pauvreté, pour plus d'égalité, nous sommes tous et toutes orphelins de ces modèles. Parce

que depuis nous ne sommes pas arrivés encore à en reconstituer de suffisamment crédibles, de suffisamment adaptés à l'actualité, aux défis, aux enjeux d'aujourd'hui, notamment écologiques, vis-à-vis de la mondialisation. Ce qui fait que malgré le fait que nous soyons très nombreux à être à gauche, nous sommes souvent divisés les uns des autres et désorientés. En plus de cela, lorsqu'on regarde la chose politique, on est un peu découragé et souvent on préfère rester devant son écran de télé bien tranquille le soir plutôt que de s'embêter avec des réunions où on a l'impression de tourner en rond et de ne pas avancer. Ce sentiment s'explique par le fait qu'avant nous avions la ferme conviction de pouvoir changer quelque chose alors que plus maintenant.

Pensez à cet enthousiasme extraordinaire des années 1960 et 1970' au Québec où on pensait qu'on allait faire un pays. En simplifiant un peu les choses, comme nous étions moitié sociaux-démocrates et moitié nationalistes, nous pensions que le politique allait nous aider à faire ce pays. On retrouve ce même enthousiasme en Amérique latine que certains auteurs ont qualifié « d'Ère des brassiers. » C'est l'époque de Che Guevara à la fin des années 1960', de Salvador Allende, début 1970', alors on croyait que grâce à l'engagement politique on allait pouvoir installer la justice sur Terre. Tous ces modèles sont en crise aujourd'hui. Cela a commencé par le modèle communiste dont on a découvert toutes les imperfections, tous les côtés pervers et les tragiques erreurs. Donc, on est orphelin. Ça c'est le deuxième élément. Quand on regarde tout le vingtième siècle, on s'aperçoit qu'au-delà des guerres, des crises, les deux guerres mondiales, Hiroshima, Nagasaki, la Grande Dépression économique, etc. Le vingtième siècle est un siècle d'horreurs, de transformations très brutales, de guerres, de crises, de révolutions, etc. Mais au-delà de tout cela et en dépit de tout cela, on s'aperçoit que peu à peu les couches populaires, la société civile d'en bas, le monde des démunis a réussi peu à peu à se faire entendre dans les sociétés du monde entier. Les syndicats ont été reconnus, les travailleurs ont obtenus de nouveaux droits, des partis politiques défendant des intérêts populaires ont pu avoir des représentants élus, des députés, voire même former des gouvernements et passer des législations favorables au peuple.



Le troisième élément

Les femmes ont gagné le droit de vote, les droits des minorités ont été reconnus, le vingtième siècle a été en même temps le lieu, l'époque, d'une montée d'un mouvement de contre-hégémonie populaire. Cela veut dire que le peuple est arrivé à s'opposer avec plus d'efficacité aux pouvoirs hégémoniques des puissants en développant une force contre-hégémonique. Le peuple a construit une force politique qui a permis de passer des lois, qui a permis d'entrer au gouvernement et de créer des politiques sociales favorables à la majorité, des mutuelles, des syndicats, etc. Pour réussir cela il faut en plus de la solidarité, de l'argent et de l'expertise qui ne s'obtiennent pas du jour au lendemain mais sont le résultat d'un long travail. Cela a permis d'installer plus de droits et d'égalité et d'avoir une société un peu plus juste que par le passé.

Pour ne prendre qu'un seul exemple, au Chili en 1907, des travailleurs du salpêtre, des mineurs, ont marché sur Iquique pour réclamer des conditions de travail plus humaines. Le gouvernement a fait appel à l'armée qui a ouvert le feu à la mitrailleuse lourde sur une foule de manifestants, tuant hommes, femmes et enfants. Il y eut de 2000 à 3000 morts, on ne sait pas exactement. Ce massacre est connu sous le nom de Santa-Maria de Iquique, nom de l'école située en face de la place où la tuerie a eu lieu. À cette époque, les revendications populaires n'étaient pas prises en compte, c'était la force qui primait sur le droit des plus faibles.

À partir de 1920 jusqu'aux années 1980, les syndicats et les droits des travailleurs sont peu à peu reconnus par les législateurs et des législations protègent les droits des travailleurs, les droits des femmes, etc. Cela se fait difficilement mais cela se fait. Il y a un mouvement qui traduit quelque chose d'assez étonnant : ce sont les grands intellectuels européens qui donnent le ton; les artistes ou les poètes, les philosophes, les économistes, sont presque tous de gauche. C'est comme si dans la sphère intellectuelle vous avez cette idée qui est poussée par tous et par toutes qu'il faut qu'il y ait plus de justice et que c'est bien que les femmes aient plus de droits, etc. Ce vaste mouvement populaire à l'échelle mondiale, a été brutalement arrêté à la fin des années 1980', juste au moment où commence à s'imposer ce mode de régulation néolibérale.

Voilà les cartes pour comprendre ce qui se passe au Québec. Comment cela se traduit-il aujourd'hui ? Au Québec maintenant, nous ne sommes pas dans une période de montée des luttes sociales et populaires mais il n'y a plus ce mouvement ascendant de contre-hégémonie populaire. Regardez les intellectuels dans les universités, les journalistes, ceux qui ont la parole, ce ne sont plus des gens de gauche. Les instituts économiques prétendument scientifiques ne font que ressasser le même message idéologique néolibéral. Alors qu'au début des années 1960', il y avait des intellectuels comme Jean-Paul Sartre dont toute la pensée était orientée vers la gauche, vers le changement social, vers l'ouverture au possible, vers l'idée que l'être humain est né pour être libre, etc. Donc aujourd'hui au Québec, nous sommes dans une période bien différente où la gauche n'a plus le devant de la scène comme elle l'a eu dans le passé. Cela ne signifie pas qu'il faut s'en réjouir, mais il faut faire ce constat si nous désirons avancer.



Ce qui aujourd'hui domine en terme hégémonique, ce n'est pas la gauche mais la droite. À l'Assemblée nationale, quelqu'un qui est clairement à gauche c'est Amir Kadir. Même si vous n'êtes pas d'accord avec Québec Solidaire, on sait d'où il est. C'est quelqu'un qui défend la justice sociale, les droits des femmes, l'environnement, etc. Tous ces thèmes sont de gauche mais il ne peut absolument rien faire puisqu'il est minoritaire. Je me souviens quand je suis rentré comme professeur au Cégep de Limoilou, au département d'économie il n'y avait que des marxistes. Aujourd'hui, la nouvelle génération d'enseignants ont tous ou presque des références néolibérales. Quand on fait l'analyse de la conjoncture il faut partir de ce fait là que nous ne sommes plus dans la même époque et que les données ont complètement changés.

La gauche n'a plus le devant de la scène, la droite est dominante et le néolibéralisme a remplacé une façon de gérer l'économie qui était très à la mode jusqu'à la fin des années 1970' qu'on appelait le keynésianisme. Il s'agit d'une théorie économique, d'un mode de régulation de l'économie qui a été inventé par John Maynard Keynes pour redémarrer l'économie pendant la grande dépression des années 1930'. Et ce Jonh Maynard Keynes a eu cette idée très originale selon laquelle on peut réformer le capitalisme en installant un État qui va réguler les désordres économiques. De la fin des années 1930' jusqu'à la fin des années 1970', en terme économique, la plupart des États qui pouvaient se le permettre étaient keynésiens, partisans de l'État providence. C'est pour cela qu'au Québec on a eu l'éducation gratuite, l'assurance maladie universelle, etc., etc. Tous ces acquis sociaux viennent de cette période là.

Or aujourd'hui, on voit bien que ce modèle keynésien, de l'État providence, est attaqué de toutes parts en disant que c'est du gaspillage, que c'est mieux les partenariats public-privés, que l'État est une grosse machine loin des citoyens, qu'il y a des gens qui en profitent et en abusent. Il y a tout un discours que nous avons fini par intérioriser à force de se le faire répéter. Ce discours est tellement omniprésent que nous ne croyons plus qu'un État puisse financer l'éducation pour qu'elle soit entièrement gratuite. On croit de moins en moins, même au Québec, que la santé pourrait être entièrement gratuite.

Je vous donne mon interprétation de la vague orange, de la victoire du NPD aux dernières élections. Pourquoi tout d'un coup les Québécois ont voté en bloc pour un parti social-démocrate alors que le discours dominant est de droite ? Comment expliquer cela ? Est-ce que les Québécois ne sont plus nationalistes, ne croient plus au Bloc ? Est-ce que Duceppe avait mal fait son travail ? Non, il n'a pas été plus mauvais que dans les autres campagnes. C'est assez étrange. Est-ce que Jack Layton a été subitement si bon que cela ? Pas si sûr. Mon hypothèse c'est que les Québécois ont senti à quelque part qu'on changeait d'époque et que les vieilles recettes politiques



qui avaient servi auparavant ne correspondaient plus à la réalité. Donc c'est moins Gilles Duceppe ou le Bloc qui étaient critiqués que la stratégie du Parti Québécois et ce qu'elle représentait pour l'ensemble des Québécois. Puisque ce parti ne semblait plus représenter un projet d'indépendance ou de souveraineté, à très court terme, à quoi sert le Bloc ? Cela se tient, cela va ensemble. Si on pense qu'il y a une impasse de ce côté et qu'on a envie de changement, qu'on cherche du nouveau, à cause de la crise de tous ces grands modèles, alors on choisit ce qui semble le moins pire. En plus Jack est une personne sympathique qui attire vers lui.

On cherche autre chose avec autant de force et de prégnance que ce système néolibéral est partout présent, qu'il est envahissant. Encore ce matin j'écoutais des chanteurs interviewés à la radio qui parlaient de marchés à conquérir. C'est un langage tellement courant qu'il envahit toutes les pores de la société et qui finit par poser des problèmes au niveau de la montée des inégalités. Si on pense au dernier budget Bachand, du gouvernement du Québec, c'est un budget clairement antipopulaire qui fait payer aux pauvres le prix de la crise provoquée par les marchés financiers. Autrement dit qu'est-ce qu'a fait l'État ? Il a socialisé les pertes et privatisés les profits. Donc, toutes ces politiques néolibérales finissent par frustrer les gens à plein de niveaux. Mais comme les gens n'ont plus de modèles économiques et politiques alternatifs, ils cherchent. Ils vont aller voir du côté du NPD, après ils vont être intéressés par monsieur Legault, etc. Voilà un peu le portrait général de cette situation qui est très volatile.

Alors maintenant que faire ? Est-ce qu'il y a des solutions ? Je vous propose qu'on réfléchisse ensemble sur quelque chose qui est en train de se passer au Chili parce qu'on peut tirer des leçons de cela. Le Chili est le premier pays qui a expérimenté le néolibéralisme sauvage, imposé par la force militaire, qui a eu pour conséquence de privatiser presque entièrement l'éducation primaire, secondaire, professionnelle, universitaire, et de livrer les systèmes de prêts qu'on accorde aux étudiants au marché financier en le cautionnant par l'État. Aujourd'hui, 70% du système d'éducation chilien est privé alors qu'il était entièrement public du temps de Salvador Allende en 1973. Le Chili est passé à la moulinette du néolibéralisme. Ce qui fait que plein de gens ont décidé de devenir des entrepreneurs de maisons d'éducation, universités, écoles secondaires ou primaires, non pas parce qu'ils sont des amoureux du savoir universel, mais parce qu'ils y voient une source de profit potentiel. C'est-à-dire que l'éducation devient un bien marchand qu'on achète et qu'on vend. Ce n'est plus du tout un service public qu'une collectivité offre à ses membres. La différence est majeure. On peut dire que les Chiliens ont connu ce que c'était le néolibéralisme à l'état pur; chose que nous commençons à peine à connaître pas à pas, mais nous sommes sur la bonne voie je dois dire. On s'y dirige progressivement avec la hausse des frais de scolarité et les frais de santé qui sont en hausses.

Qu'est-ce qui s'est passé devant cette situation ? Au cours des derniers mois, les étudiants chiliens ont mené un mouvement tout à fait inédit. Plutôt que de demander simplement une réforme du système, plus de bourses ou plus de prêts à l'État, ils se sont entendus, tout le mouvement étudiant, secondaire et universitaire, plus tous les syndicats de professeurs, pour des réformes structurelles. Avec comme mot d'ordre : « Plus de profit dans l'éducation ! » Les étudiants disent : « Nous ne mettrons pas un terme à notre grève, à nos occupations, à nos manifestations tant que nous n'aurons pas obtenu cela. » Ce qui fait qu'au Chili, on vit actuellement un véritable printemps social et politique, du jamais depuis plus de trente ans. La force des étudiants a été non seulement d'avancer des revendications clairement anti-néolibérales, mais en plus d'avoir réussi à gagner l'appui de toute la population. Ce n'est pas un mouvement corporatif qui cherche à améliorer leurs affaires, parce que tous les enfants chiliens sont dans la poisse si l'on peut dire avec des dettes énormes, etc. Ce sont donc les fils de la classe moyenne, les fils des travailleurs, tout le monde a des dettes. Tout le monde est touché par ce problème là. Ce n'est pas seulement les étudiants mais également les parents qui endossent les dettes de leurs enfants. Donc, il y a une espèce de vaste mouvement social généralisé à l'heure actuelle au Chili. Ce qui fait que le président élu, Sébastien Pinera, un président de droite, n'a plus que 20% d'appui dans les sondages d'opinion tandis que les revendications des étudiants recueillent plus de 80% d'appui.

Rupture démocratique

Il ne s'agit pas de petites firmes de sondage indépendant mais des grandes maisons de sondage. Les étudiants ont réussi quelque part à opérer une rupture démocratique. C'est la première leçon qu'on peut tirer des événements du printemps chilien et des solutions possibles qu'on pourrait peut-être trouver à la crise. Comment arriver à créer des ruptures démocratiques ?

C'est-à-dire des ruptures avec ce système néolibéral qui est devenu un véritable poison, mais des ruptures qui soient massives et le fait d'une population entière parce qu'autrement le système est tellement puissant, les groupes au pouvoir sont tellement solides, qu'on ne pourra pas les faire céder. C'est la première idée de la rupture démocratique, d'où l'importance des mouvements sociaux. Les choses ne peuvent pas véritablement avancer s'il n'y a pas en même temps une intervention dans le champ du politique. Il ne suffit pas de simplement être dans la rue, mais être aussi au parlement et si possible au gouvernement. Mais pour cela il faut une stratégie qui permet d'unifier des forces pas simplement derrière une lutte spécifique, une lutte qui cherche peu à peu à reconstruire ce mouvement ascendant de contre-hégémonie des couches populaires. Ce mouvement qui s'est affaïssé, il faut tenter de le relancer. Il y a plein de signes intéressants par les temps qui court.

Si on commence par le Québec, il y a toute une série de mouvements sociaux. On parle d'une grève possible des étudiants à l'automne, il y a le mouvement d'opposition au gaz de schiste, il y a un mouvement écologiste assez fort au Québec. Pensez à la Marche mondiale des femmes, aux Altermondialistes, etc. Je prends toutes une série d'exemples qui montrent quand même qu'il y a des choses qui sont là même si les luttes apparaissent encore fragmentées, parcellaires. Pensez aussi à l'expérience de Québec Solidaire qui est intéressante d'un parti qui se veut pluraliste et qui cherche à agglutiner des forces très différentes : féministes, écologistes, socialistes, altermondialistes, sociale-démocrates, souverainistes. Il y a donc quelque chose de très intéressant qui ne demanderait qu'à être poussé un peu plus loin parce que tout le monde cherche à appartenir à quelque chose de nouveau. Et il y a aussi tout ce mouvement des IndignéEs en Espagne qui est tout à fait nouveau et intéressant. Ses jeunes Espagnols cherchent à mettre de l'avant des méthodes nouvelles de mobilisation et de concertation pour faire de la politique autrement et faire entendre leurs luttes. Pensez aussi au printemps arabe. Je travaille actuellement sur certaines expériences qui se passent en Amérique latine qui sont à quelque part assez prometteuses. Je pense au Venezuela d'Hugo Chavez, à la Bolivie d'Evo Morales et à l'Équateur de Rafael Correa, où vous trouvez le même thème qui hante les gens : le thème de la constitution. Tout le monde veut faire une nouvelle constituante, même au Québec, cela commence à se discuter. La constituante c'est aussi l'idée de la démocratie participative. Toute une série d'éléments quand même assez intéressants et qui montrent qu'au fond la contestation du système a plein d'avenir et que cela dépend de nous. Nous vivons une période tout à fait passionnante où si nous n'avons pas le testament, c'est à nous de la construire et de l'écrire aujourd'hui et c'est cela qui est passionnant.



Parlement Régional de l'écologie



Commentaires des participants

- Pour moi le néolibéralisme ce n'est pas une nouvelle forme de régulation mais la suspension des droits des travailleurs au profit d'une oligarchie mondiale. Ce n'est plus le politique qui nous gouverne mais l'économie. Pour ce qui est de la crise économique de 2008-2009, nous sommes dans l'œil de la tempête. Elle n'est pas terminée. Pour l'instant on ignore encore quelle tournure cela va prendre ? Il y a des États comme l'Islande ou la Grèce qui ont été mis en faillite. C'est quand même fou. Cela montre à quel point l'économie a pris le pas sur le politique. C'était impassable il y a 30 ou 40 ans. Pour ce qui est du Chili, cela a servi de plate-forme d'essai du néolibéralisme. Pour moi, le néolibéralisme c'est un coup d'État, une mise en tutelle de la société par l'économie. En Pologne actuellement plus de la moitié des gens ne vont plus voter. C'est quand même renversant après tout ce qu'ils ont dû faire pour obtenir le droit de vote. Quand on parle des Indignés en Espagne, cela n'est pas vraiment nouveau. Il y a eu déjà des mouvements de contestations sociales en France et en Espagne dès le milieu des années 1930'. La seule différence, c'est qu'aujourd'hui l'information circule beaucoup plus rapidement.

- Le principe du système capitalisme c'est d'engendrer l'individualisme et l'ignorance. Vouloir contrôler et manipuler. Ce qui est important c'est la conscientisation de masse. Nous avons une chanson au Mexique qui raconte que trois générations de paysans ont lutté, la première pour l'Indépendance, la seconde pour des réformes et la troisième a fait la révolution, mais on attend toujours le changement social. Parfois l'analyse du processus historique nous enseigne que le changement tant souhaité n'arrive jamais même si on lutte pour y arriver parce que la manipulation des élites est si forte qu'ils finissent par tout récupérer. Théoriquement, c'est l'État nation qui a le devoir de nous représenter devant les grands intérêts de la finance mondiale, mais c'est le contraire qui se produit.

- Moi j'essaie de me poser la question suivante : Tout ce qu'on dit est très rationnel et on raisonne bien, mais on n'arrive jamais à autre chose qu'à une forme de répétition historique continue. On gagne des pas mais on revient toujours à la case départ comme



l'exemple du Mexique le démontre. On le voit aussi au Chili où la vieille garde de droite est revenue au pouvoir. La gauche, le centre, la droite, cela aussi m'agace un peu. Qui a inventé de telles catégories ? Pourrait-on changer de vocabulaire et dire simplement ce que cela recouvre ? La gauche, c'est la justice sociale, la solidarité et l'équité. La droite, c'est l'exploitation des travailleurs, l'accumulation du capital, et l'injustice sociale, la puissance et la richesse. Le pouvoir c'est une maladie sociale. Pourquoi tous ceux qui prônent la justice sociale ont tant de difficultés à s'unir ? C'est parce qu'ils sont contaminés par les petits pouvoirs eux aussi. Quand on raisonne sur une action choc, c'est de l'ordre de la raison. Si le pouvoir actuellement nous contrôle socialement, on ne peut faire autrement que d'être contaminés nous-mêmes par ce pouvoir. La preuve c'est que quand une personne est blessée, elle se retire et s'isole. Et on voit de plus en plus de gens vivre isolés parce qu'il n'y a pas de lieu sociaux pour partager des choses. Je pense qu'il faut commencer à avoir des lieux pour analyser, comprendre et parler.

L'exemple de ce soir je le trouve tout à fait extraordinaire mais nous n'avons pas encore touché ce que nous avons en-dedans de nous. Nous agissons comme si l'être humain était à 90% raisonnable alors que c'est le contraire. Les sciences humaines l'ont démontré depuis un siècle, nous sommes irrationnels. Si nous n'avons pas de lieu pour se parler, pour comprendre, brasser les sentiments qu'on a les uns envers les autres et que chacun puisse exprimer ses peines, ses difficultés à vivre dans cette société là, jamais on ne se guérira de quoi que ce soit et tous les mouvements chocs que l'on pourra provoquer, vont revenir toujours à la même chose, une répétition compulsive. Nous souffrons aussi de narcissisme. Les gens appelle cela de l'individualisme mais ce n'est pas de l'individualisme. Le narcissisme cherche la satisfaction de lui-même par tous les moyens. Le succès de bien des politiciens repose sur une offre de divertissement. Ce dernier est une jouissance personnelle, tout come la consommation ou l'hyperconsommation sont des jouissances éphémères, mais personnelles. Pourquoi je m'investis autant au CAPMO, c'est qu'ici on permet la libre-parole. Et si on n'est pas en mesure d'interpréter tout ce qui se passe dans notre inconscient, on peut le rendre un peu plus conscient, dans nos émotions, dans notre parler. De temps à autre, nous avons eu ici des témoignages d'une grande profondeur qui touchaient l'âme, c'est là que se loge tout notre ressenti, notre révolte et l'espoir aussi.

- Je voudrais ajouter la montée, au cours des dernières années, des fondamentalismes religieux mais aussi des idées très xénophobes et ethnocentriques. Il y a une montée des idées de droite qui sont accompagnées d'une intolérance envers ce qui diffère de l'image qu'ils se font d'eux-mêmes. Par rapport à l'immigration, il y a des actions qui ont été posées par des gouvernements à travers le monde que je trouve fort inquiétantes. Par exemple, en France, l'expulsion des gens du voyage, démontre une montée de l'intolérance et une peur de l'étranger. Une solution en lien avec cela c'est d'axer vraiment sur l'inter-culturalisme. À une certaine époque comme vous l'avez dit, il a eu une montée des nationalismes par rapport aux anciens empires coloniaux et à l'impérialisme économique de l'Occident, mais ce nationalisme cherchait à construire une société plus juste. Je crois qu'il faut prôner un esprit d'ouverture dans le respect de la diversité culturelle. Nous vivons dans des sociétés de plus en plus en mosaïques et interculturelles. C'est une réalité de notre temps, et c'est une force davantage qu'une menace. Il faut s'appuyer là-dessus et c'est quelque chose qu'on peut utiliser en étant à l'écoute des gens dans nos actions quotidiennes.



- Moi je suis de l'ancienne école. Je n'ai pas vos connaissances mais j'ai apprécié ce que vous nous avez dit ce soir car j'ai appris beaucoup. Vous m'avez ramené à mon testament que je n'ai jamais lu. J'ai eu l'héritage, pensant que c'était de l'argent, mais c'était des valeurs. Les valeurs que j'ai eues me demandaient de me projeter dans un nationalisme. C'était des valeurs où on définissait les connaissances monétaires. Quand vous êtes formés dans cette école là, il est bien évident que vous devenez un normaliste. Vous aimez les institutions et les structures. J'ai été formé dans une école qui ne vivait que par structures. On appelle cela des collèges ou des couvents. Chaque modèle possède une structure qui est plus grande que ceux qu'il tente de rejoindre. La capitalisme s'est donné un modèle de structures où les travailleurs, les gens, sont en plus grand nombre que ceux qu'on dessert.

On nous a partialisé dans de petits compartiments qui semblent isoler nos luttes les unes des autres. On nous a systématiquement divisé pour mieux régner et nous sommes toujours demeurés dans ce modèle là, peu importe les avancés de nos différentes luttes. Regardez les structures mondiales qu'ils sont en train de mettre en place où les gens du peuple n'ont aucun pouvoir décisionnel. Lorsqu'on essaie de se donner un pouvoir, on appelle cela un pouvoir parallèle. Moi je suis d'accord à ce qu'il y ait des pouvoirs parallèles, sauf qu'on ne se donne pas de structures, ni de moyens pour gérer l'authenticité ou l'identité sociale des gens. On laisse l'État, le capitalisme, l'économie, nous berner au moyen de leur utilisation des structures. Même les termes et le vocabulaire sont employés pour faire en sorte de nous contrôler. Je n'ai pas encore été capable de trouver un groupe qui va dire je me prends en main, je me structure et je me définis par rapport à ce que je veux en tant qu'individu. L'exemple du Chili où il y avait une éducation nationale, comme nous avons ici et que l'État est en train de détruire d'une certaine manière. Tant et aussi longtemps que ce ne sera pas l'ensemble de la population qui est touchée par un mouvement global qui les affectent systématiquement dans tout son être, il ne pourra pas y avoir de changement social significatif. Je suis un peu pessimiste à ce niveau là.

J'ai vécu presque trente ans de ma vie dans des organismes communautaires et le plus gros débat que j'ai eu, je l'ai eu avec des clients parce que je voulais avoir le pouvoir qu'on m'avait montré à obtenir et je ne le donnais même pas à ceux qui venaient chercher des services. Je leur laissais entendre qu'ils avaient le pouvoir en les nommant sur le conseil d'administration mais ils n'avaient pas le droit de parler parce qu'il y avait des gens instruits comme moi qui avaient les bons mots pour les enterrer. Et il y avait les non-instruits auxquels on disait quoi dire. On les instruisait en sorte pour qu'ils arrivent à notre compréhension. Aujourd'hui encore, qu'on le nomme néolibéralisme ou capitalisme, il y a une structure qui vient m'instruire de comment je dois fonctionner. À chaque fois que j'avance dans la vie, il y a un système qui vient me définir. Actuellement je suis rendu à 71 ans et c'est le système de santé qui est en train de m'avoir et je n'ai pas les moyens de dire au système de santé : « Regardes tu es en train de prendre un virage qui ne répond pas à mes besoins mais à tes besoins. » Et je n'ai personne pour venir m'appuyer. On vient ici pour essayer de trouver une route mais chacun n'a pas la même compréhension des panneaux de signalisation. J'essaie simplement d'avoir un but comme organisme et on ne s'entend même pas sur le but. À l'intérieur de mon propre processus ici, j'ai différentes notions de différentes compréhensions des choses, et pourtant ce que vous m'avez apporté aujourd'hui, vous m'avez éclairé sur mon testament. Vous m'avez apporté une historicité qui me permet de me resituer en tant qu'être humain et je pouvais arriver à me redéfinir et acquérir une identité sociale. Même si cela semble normatif, cela donnerait au moins un sens à ma vie. Un à un, on m'a enlevé tous les paramètres de reconnaissance sociale. Je ne suis même plus un individu, je suis une maladie, un vieux, tout ce que voulez sauf un être humain. La journée qu'on va me dire que je suis encore une personne, un être humain, et que j'ai des droits, et que je dois être respecté à cause de cela, on pourra peut-être me parler de mes enjeux.



L'idolâtrie du capital

- En tant qu'être humain, on a le choix entre la philosophie du porc ou le fanatisme. La philosophie du porc, c'est la chaise vide lors de la remise du prix Nobel de la paix à un dissident chinois. Il a écrit un livre qui critique la volonté du gouvernement chinois de faire entrer dans l'esprit des gens la mentalité capitaliste. Enrichissez-vous ! L'autre alternative offerte c'est le fanatisme religieux. On est pris entre ces deux alternatives. Il faut trouver une autre voie qui est la voie citoyenne des gens qui veulent vivre en harmonie. Ces deux alternatives représentent deux formes d'idolâtrie. L'idolâtrie de l'argent ou de l'enrichissement, versus l'idolâtrie fanatique. Il faut tout simplement être des citoyens et construire la citoyenneté. Nous avons un travail à faire ici et j'espère que le CAPMO en sera dans les années à venir. Je pense à ressusciter l'université populaire pour faire une École de citoyenneté mais alors ce ne sera pas seulement le CAPMO qui devra être impliqué. Nous devons rejoindre beaucoup d'autres groupes



pour former quelque chose de différent pour développer une pensée contre-hégémonique comme disait Gramsci. Selon lui, il existerait trois formes de domination : La domination politique, la domination économique, et la pire, qui tient toutes les autres ensemble, la domination culturelle, hégémonique. C'est-à-dire que si tu contrôles les cœurs et les esprits des gens, s'ils professent le même credo que toi, qu'ils sont obéissants devant l'autorité, il n'y a plus grand-chose à faire. Il faut absolument apprendre à penser par soi-même et à développer une pensée critique, anti-hégémonique.

Synthèse interprétative

- J'ai trouvé bien intéressant ce qui a ressorti lors des échanges car on peut y voir tout ce qui émerge de la pensée des gens lorsqu'on se met à réfléchir ensemble. Comment les réponses ne sont pas dans la tête d'une seule personne même s'il s'agit du conférencier. Au fond il faut les construire ensemble. J'avais envie de commencer par l'idée de Robert lorsqu'il dit que la bataille est « spirituelle ». Il y a quelque chose de vrai à cause du contrôle médiatique du monde dans lequel nous vivons, de cette logique du pouvoir qui nous divise, qui nous fragmente. Nous sommes dans une logique de fragmentation absolue qui fait que nous n'avons plus de lieu où l'on peut trouver des mots qui sont les nôtres. Retrouver les mots qui sont les nôtres et apprendre à nommer tout ce qui nous fait mal, tout ce qui nous fait souffrir, tout ce qu'on trouve insupportable, et qui nous est en permanence volé par d'autres qui parlent en notre nom. Et ils parlent en notre nom parce qu'ils contrôlent le système médiatique, le système de savoir, le système de valeurs. C'est pour cela qu'il est intéressant d'observer que dès qu'un groupe se donne la liberté de penser, de réfléchir, de manière très artisanale comme on le fait ce soir, comment il y a une richesse d'information, de sentiments communs et comment on s'entend assez facilement sur beaucoup de choses. Donc on a besoin de lieu comme cela, des lieux transversaux où l'on peut arriver à lutter contre la fragmentation ambiante. C'est pour cela que je trouve intéressant des lieux comme le vôtre, ou l'idée de Robert de penser à une université populaire, des ateliers de rencontre puisqu'on a besoin comme jamais d'espaces de discussion en-dehors des grandes logiques de pouvoir, du discours hégémonique qui nous écrase de ses mots, de ses structures, etc.

C'est la première chose. Le travail qu'on a à faire, c'est de se remettre ensemble, de discuter ensemble mais c'est aussi de revenir à l'histoire et à des acquis du passé. Tout à l'heure Joseph disait : « Moi la gauche ou la droite, je ne sais plus très bien. » Au contraire, il y a toute une tradition des mots qu'il ne faut pas avoir peur de se réapproprier. Parce que cette grande distinction qui est née entre les politiques de gauche ou de droite, elle appartient à notre histoire. Fondamentalement, la gauche est née quand les grands idéaux d'égalité et de fraternité des révolutions du 18ème siècle quand on s'est aperçu qu'ils leur manquaient quelque chose. La gauche c'était ce groupe de députés qui s'est dit : il faut aller plus loin, il faut aussi introduire la question sociale, il faut aussi penser l'égalité, pas simplement à la liberté, etc. Tout le départ des grands idéaux sociaux, socialistes et plus tard communiste, qui naissent au cours du 19ème siècle, sont les héritiers des grandes révolutions émancipatrices du 18ème siècle. Donc, nous sommes traversés de part en part par cette tradition de gauche qu'on le veuille ou non. Y compris au Québec où la question nationale a été si importante, malgré cela on voit bien que toutes les questions économiques, de justice sociale, de partage de la richesse, de système économique, reviennent et elles sont essentiellement liées à cette question de distinction entre gauche et droite.

Le néolibéralisme

Cela nous amène à la question du néolibéralisme. Patricia disait que le néolibéralisme c'est l'absence de règle. Détrompez-vous, ce n'est pas du tout l'absence de règle, même s'il se présente sous le mode d'une déréglementation. Par exemple, le discours néolibéral laisse entendre que nous allons vers une disparition de l'État. Ce n'est pas vrai du tout. L'État est sacrément bien intervenu pour sauver le système bancaire international au moment de la crise en septembre 2008. Simplement ce qui change, c'est le rôle de l'État. L'État qui était distributeur et gérant en quelque sorte de la richesse collective, qui était « providence », qui répartissait la richesse en investissant dans l'éducation, la social, la santé, le bien commun, fait aujourd'hui l'inverse. Il renvoie la richesse dans les couches privilégiées, il renforce l'économie de guerre, l'armement, etc. On pourrait multiplier les exemples mais l'État est toujours là, très présent. Pensez simplement à tous ces contrôles qui pèsent sur notre vie quotidienne. C'est-à-dire que l'État est devenu beaucoup plus présent dans notre vie mais par ses mauvais côtés de contrôle bureaucratique disciplinaire. C'est ça le néolibéralisme, un nouveau mode d'intervention de l'État recouvert d'un discours en apparence inoffensif.

Le néolibéralisme en marchandisant les choses et les gens, en installant cette logique de la marchandise partout et pour tout, fait qu'il détruit toutes les valeurs. Les valeurs religieuses et spirituelles mais aussi les valeurs intellectuelles, les valeurs politiques, les valeurs sociales, etc. Il n'y a pas besoin d'être religieux pour souffrir de cette disparition des valeurs parce qu'on peut ne pas être croyant et aimer l'art ou aimer les valeurs collectives et voir qu'on est dans un système qui transforme tout en marchandise. Il n'y a plus qu'une chose qui compte, c'est la circulation de la marchandise et le calcul froid et glacé de son propre intérêt. C'est tout. Ce qui fait que nous vivons tous et toutes les uns les autres, j'aime bien l'image, de réduction des têtes. Vous savez les réducteurs de têtes dans les sociétés primitives,



mais aujourd'hui il s'agit du rapetissement du champ de l'intelligence humaine par le marché. Nous vivons un autre type de réduction des têtes qui est aussi « barbare », aussi terrible et effrayant en un sens, parce qu'on nous amène à ne plus penser le monde autrement qu'à travers l'étroit calcul économique. Tout doit être comptabilisé et rentabilisé, les médicaments, l'art, les idées, la santé, jusqu'à l'éducation.

- Même le cercle sacré des relations familiales est envahi par cette mentalité des rapports monétaires.

- Tout à fait. On semble assister à un grand dérèglement du monde et cela désoriente et angoisse tout le monde. Cela met tout le monde sur la défensive et c'est ce qui alimente les intégrismes de toutes sortes. Au point de départ, lutter contre les xénophobies et l'intolérance, on y arrivera que si on arrête les réductions des têtes, que si on arrête cette destruction des valeurs, et des valeurs propres à notre culture. En Occident il y a des valeurs très intéressantes : la laïcité, la démocratie, la liberté, que nous sommes en train d'oublier. Il ne reste plus qu'un discours de surface. Michaël disait voir les mouvements sociaux s'organiser autour de l'exigence démocratique. C'est parce qu'on en souffre terriblement de cette absence de démocratie, de pouvoir se faire entendre et d'avoir sa place avec ses valeurs, avec ce qu'on est. De plus en plus tout est dissout par le discours marchand, par la logique de la transaction marchande. Le fanatisme naît de cette philosophie du porc en quelque sorte, de cette disparition de toutes valeurs car si vous voulez reconstruire un discours politique, il se construit sur des valeurs. Si celles-ci sont en voie de disparition, cela va très mal.

La crise économique

- Un autre élément c'est la question de la crise. Là aussi je serais d'accord pour dire qu'on est dans l'œil de la tempête et que la crise économique n'est pas finie. Ce qui est en train de se produire doit être analysé sur une longue période de temps parce qu'il y a des hauts et des bas. Cela remonte et redescend et démontre que la situation est extrêmement volatile. Mais au fond, les crises dans le système capitaliste existent depuis très longtemps et en général les penseurs avaient leurs hypothèses à ce sujet. La thèse soviétique soutenait que le capitalisme allait un jour s'écrouler sous le poids de ses propres contradictions.

On a vu que le capitalisme est toujours bien vivant. L'autre voie était celle des keynésiens qui disaient que le capitalisme pouvait être réformé, qu'on pouvait l'améliorer en le régulant à l'aide de l'État qui devait établir des règles du jeu en mettant au pas les mauvais joueurs. Aujourd'hui, on se retrouve devant ces deux perspectives, en voyant qu'il faut penser les choses autrement. Probablement que le capitalisme ne va pas s'écrouler tout seul sous le poids de ses propres contradictions car il sait faire porter le poids de celle-ci sur le dos des plus démunis et des sans-pouvoirs. Alors vous voyez que le système ne changera que s'il n'arrive plus à repousser dans le temps ses fameuses contradictions, ou si les gens sans-pouvoirs décident de s'organiser pour dire cela suffit. Cela n'est pas quelque chose qui va nécessairement arriver et cela dépend de nous quelque part. Quelque fois, quand des peuples disent non comme en Islande où ils ont refusé de payer les dettes des banques, les choses peuvent changer mais cela exige beaucoup de conditions pour permettre cela. Quand on voit ce qui se passe en Grèce, en Espagne ou en France, on en est encore loin.



On a vu que le capitalisme est toujours bien vivant. L'autre voie était celle des keynésiens qui disaient que le capitalisme pouvait être réformé, qu'on pouvait l'améliorer en le régulant à l'aide de l'État qui devait établir des règles du jeu en mettant au pas les mauvais joueurs. Aujourd'hui, on se retrouve devant ces deux perspectives, en voyant qu'il faut penser les choses autrement. Probablement que le capitalisme ne va pas s'écrouler tout seul sous le poids de ses propres contradictions car il sait faire porter le poids de celle-ci sur le dos des plus démunis et des sans-pouvoirs. Alors vous voyez que le système ne changera que s'il n'arrive plus à repousser dans le temps ses fameuses contradictions, ou si les gens sans-pouvoirs décident de s'organiser pour dire cela suffit. Cela n'est pas quelque chose qui va nécessairement arriver et cela dépend de nous quelque part. Quelque fois, quand des peuples disent non comme en Islande où ils ont refusé de payer les dettes des banques, les choses peuvent changer mais cela exige beaucoup de conditions pour permettre cela. Quand on voit ce qui se passe en Grèce, en Espagne ou en France, on en est encore loin.

- Qu'est-ce qu'on peut faire ? Tout à l'heure on a parlé de la théorie du choc mais je pense qu'il faut se méfier de théories du complot. Cela nous permet aussi de mieux comprendre ce qu'est le néolibéralisme. Notamment dans le cas du Chili, ce n'était pas un complot de quelques individus dont le général Pinochet et les Chicago Boys qui avec l'ambassadeur américain avaient préparé des choses. En fait, ce que j'ai pu observer en étudiant le cas du Chili, c'est qu'au départ le néolibéralisme a été l'occasion d'une lutte à l'intérieur du camp des militaires. Au début, il y avait un autre projet, de type fasciste qui était mené par le général Lay, chef de l'aviation et qui aurait bien pu s'imposer parce que celui-ci était plus ancien que Pinochet. C'est lui qui dirigeait la junte au point de départ mais Pinochet a été plus fin et il a prit le contrôle au bout de quelques mois et après il est parvenu à imposer ses politiques économiques. C'est pour vous dire que dans l'histoire interviennent à la fois des combinaisons d'intérêts, des associations d'intérêts qui sont très importantes. Autrement dit, derrière le néolibéralisme, il y a des groupes d'intérêts. Ces intérêts sont très puissants et à cause de cela, ils donnent l'impression d'avoir une stratégie concertée. Il est certain que quelques individus savent où ils s'en vont mais pas tant que cela, mais ils ont des intérêts et cela les amènent à s'allier. Mais si en face d'eux, on est capable de développer des stratégies d'alliance pour les faire reculer parce que dans le domaine des rapports de force politique, il n'y a pas de sentiments à avoir. C'est la pure logique des rapports de forces et si on veut vraiment que le système change, il faut que nous soyons capables de créer une force collective qui s'impose. C'est pour cela qu'il faut aussi penser la politique et l'intervention militante en terme stratégique. Comment se recréer des forces pour faire face à la puissance des dominants d'aujourd'hui qui est une hégémonie totale sur le monde ?

